



PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Accord-cadre

Prestations de conduite d'opérations immobilières au profit
des services et établissements publics de l'État
en région Pays de la Loire

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Référence : 2025_SGAR_PDL_COP

Accord-cadre passé en vertu des articles R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 (appel d'offres ouvert) ainsi que R2162-1 à -6 et R2162-13 et -14 (accords-cadres à bons de commande) du code de la commande publique.

Acheteur : le préfet de Loire-Atlantique, préfet de la région Pays de la Loire

Ce document comporte 31 pages et 2 annexes :

- Annexe 1 : conditions d'accès dans les services de police et de gendarmerie ;
- Annexe 2 : conditions d'accès dans les lieux de détention.

Charte 
**RELATIONS FOURNISSEUR
RESPONSABLES**



Plateforme Régionale
des Achats de l'État
PAYS-DE-LA-LOIRE

Secrétariat Général pour les
Affaires Régionales

Table des matières

1. PREAMBULE.....	4
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3. ALLOTISSEMENT.....	4
4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
5. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE.....	5
6. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
7. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
8. MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	6
8.1. Signataires des bons de commande.....	6
8.2. Etablissement des bons de commande.....	6
8.3. Contenu des bons de commande.....	7
8.4. Notification et durée de validité d'un bon de commande.....	8
9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
9.1. Représentation des parties.....	8
9.2. Représentation du titulaire.....	8
9.3. Délais.....	9
9.4. Clauses environnementales.....	10
9.5. Constat d'état des lieux.....	11
9.6. Obligation de confidentialité.....	12
9.7. Obligation de conseil.....	13
9.8. Implantation des ouvrages.....	13
9.9. Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	14
9.10. Appareils de mesure.....	15
9.11. Préparation – Coordination et exécution des travaux.....	15
9.12. Réception des prestations (Unités d'œuvres) réalisées par le titulaire.....	20
9.13. Contrôle et réception des travaux.....	20
9.14. Clause de réexamen.....	21
10. PENALITES.....	22
10.1. Pénalités pour absence de participation ou retard à une réunion de chantier.....	22
10.2. Pénalités liées à la remise des documents.....	22
10.3. Défaut de restitution des cartes d'accès.....	22
10.4. Pénalités pour retard de transmission des attestations d'assurance.....	23
10.5. Plafonnement des pénalités.....	23
11. REGIME FINANCIER.....	23
11.1. Prix, Révision des prix.....	23
11.2. Facturation.....	23

11.3.	Modalités de transmission des factures	24
11.4.	Retenue de garantie	24
11.5.	Avance	25
11.6.	Acomptes et soldes	25
11.7.	Intérêts moratoires.....	25
11.8.	Monnaie et TVA	25
12.	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	25
12.1.	Forme des notifications du service bénéficiaire au titulaire	25
12.2.	Langue	26
12.3.	Sous-traitance.....	26
12.4.	Assurances	26
12.5.	Respect des dispositions du code du travail	27
12.6.	Clause crise sanitaire	27
13.	RESILIATION.....	28
13.1.	Résiliation de l'accord-cadre.....	28
13.2.	Résiliation d'un bon de commande	29
13.3.	Exécution aux frais et risques du titulaire	29
14.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	30
14.1.	Précisions terminologiques.....	30
14.2.	Description du traitement de données à caractère personnel	30
14.3.	Sous-traitance des activités de traitement (art. 28.2 et 28.4 du RGPD).....	30
15.	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	31
15.1.	Règlement amiable des litiges.....	31
15.2.	Juridiction compétente.....	31
16.	DEROGATIONS AU CCAG/PI	31

1. PREAMBULE

L'Etat souhaite mobiliser des acteurs du métier de la « conduite d'opérations », permettant de répondre aux besoins de maîtrise en coûts, qualité et délai concernant des opérations immobilières réalisées au profit des services et établissements publics de l'Etat.

Ces opérations immobilières peuvent être des opérations de construction neuve, rénovation, réhabilitation, mise aux normes, déconstruction, dépollution... Ces opérations doivent répondre à des critères de rénovation thermique et environnementale ambitieux.

Le présent marché public est un accord-cadre régional multi-attributaires s'exécutant par bons de commande. En application du décret n° 2016-247 du 3 mars 2016, le préfet de la région Pays de la Loire est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), qui est l'Etat.



L'accord cadre détermine l'ensemble des prestations à réaliser pendant la durée d'exécution. Les services sont en charge de la passation et de l'exécution de leurs bons de commande au présent accord-cadre qu'ils contractualisent avec l'un des titulaires et en assurent à ce titre la maîtrise d'ouvrage.

Il est porté à l'attention du titulaire les points de vigilance suivants :

- La multiplicité des interlocuteurs susceptibles de passer des bons de commande ;
- Le suivi administratif et financier des bons de commande ;
- Les alternances possibles entre des périodes chargées et des périodes creuses de commande.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de conduite d'opérations immobilières pour les services et établissements publics de l'Etat en région des Pays de la Loire. La conduite d'opérations est l'assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux différents stades d'une opération immobilière au profit du maître d'ouvrage, du programme au parfait achèvement des travaux.

La description des prestations et des livrables sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) suivant l'ordre séquentiel des différentes phases d'une opération de travaux (du programme, au parfaitement achèvement des travaux, avec la mise en œuvre éventuelles des garanties). L'accord-cadre porte sur des prestations intellectuelles en référence au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

3. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a une durée de validité de vingt-quatre (24) MOIS à compter de sa date de notification aux titulaires.

Il fait l'objet d'une reconduction **tacite** pour la même durée, dans la limite d'une fois. La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quarante-huit (48) MOIS à compter de sa date de notification.

Si le RPA ne souhaite pas renouveler l'accord-cadre, il en informe les titulaires par lettre recommandée avec accusé de réception **au moins deux (2) MOIS avant la date anniversaire de sa notification.**

5. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum avec un montant maximum de 600 000 € HT. Le montant de chaque bon de commande est déterminé par les prix du bordereau de prix unitaire associés à chaque unité d'œuvre commandée.

6. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est passé en vertu des articles R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 (appel d'offres ouvert), ainsi que R2162-1 à -6 et R2162-13 et -14 (accords-cadres à bons de commande) du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est multi-attributaires (deux attributaires). Les attributaires de l'accord-cadre, ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant la notification des bons de commande ou en l'absence de survenance du besoin.

L'accord-cadre définit les modalités de passation des bons de commandes par les services bénéficiaires.

Il est précisé que la PFRA des Pays de la Loire dispose d'accords-cadres en lien avec la rénovation des bâtiments sur lesquels les titulaires du présent accord-cadre pourront s'appuyer pour la mise en œuvre de certains travaux. Il s'agit notamment d'accords-cadres portant sur les sujets suivants :

- Prestations intellectuelles (MOE, CT, SPS, OPC) ;
- Repérage amiante avant travaux et démolition ;
- Retrait et encapsulage d'amiante et déplombage ;
- Travaux de peinture ;
- Travaux de plomberie ;
- Travaux d'électricité ;
- Travaux de plâtrerie ;
- Travaux de menuiseries intérieures, extérieures (bois, PVC et aluminium) ;
- Métallerie, serrurerie et menuiserie de l'acier ;
- Sols collés et scellés ;
- Couverture/étanchéité (jusqu'à 50 000 € HT) ;
- Déconstruction/réemploi.

Ces supports contractuels déjà existants peuvent permettre un gain de temps dans les opérations de travaux.

7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction :

- l'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 2 annexes ;
- les bons de commande ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (cf. DC4) ;
- l'offre technique du titulaire.

L'accord-cadre est établi en UN (1) seul exemplaire original. Il est conservé par l'administration et fait seul foi en cas de contestation.

8. MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

8.1. Signataires des bons de commande

Les autorités responsables (directeur ou ses délégataires) des services bénéficiaires de l'accord-cadre ou leurs délégataires sont habilités à passer des bons de commande en tant que RPA.

Le signataire du bon de commande est habilité à émettre toutes les décisions au titre du bon de commande et il est en particulier le seul responsable pour les prolongations de délais émises, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, réception avec réfaction, rejet, résiliation).

8.2. Etablissement des bons de commande

Lors de la survenance du besoin, chaque prestation donne lieu à la passation d'un bon de commande sur la base technico-financière du présent accord-cadre. Les prix établis dans les bons de commande sont issus du bordereau des prix unitaires (BPU) présent en annexe 1 à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le titulaire est consulté par le maître de l'ouvrage préalablement à toute commande et fait connaître son accord écrit sur le délai d'exécution (72 heures maximum à compter de la sollicitation par courriel). Ce n'est qu'à réception de cet accord écrit que le maître d'ouvrage passe commande. Dans le cas où l'attributaire pressenti du bon de commande déclinerait celui-ci de manière justifiée par écrit, il sera fait appel à l'attributaire suivant dans l'ordre de classement à l'accord-cadre. Néanmoins, ce cas doit rester exceptionnel, les attributaires ne choisissent pas les bons de commande auxquels ils répondent. A partir d'un second refus d'un bon de commande, l'attributaire se verra appliquer une pénalité sous forme de titre de perception à hauteur de 5% du montant HT du bon de commande.

Le(s) bon(s) de commandes est (sont) passé(s) par le bénéficiaire en fonction du degré d'avancement de l'opération considérée.

Le bon de commande du maître d'ouvrage lui permet de recourir à un même titulaire pour les unités d'œuvre de conduite d'opération dont il a besoin (voir description des phases faisant l'objet d'unités d'œuvre distinctes dans le CCTP : phase programme, phase sélection du maître d'œuvre, phase études, phase travaux, phase achèvement de l'opération).

Dans la mesure du possible, le maître de l'ouvrage passe un unique bon de commande pour l'ensemble des prestations de conduite d'opération dont il a besoin pour une opération immobilière donnée.

En phase d'exécution, dans le cadre de cette opération immobilière, il a également la possibilité de passer un ou des bon(s) de commande pour mettre en œuvre des prestations additionnelles, mais pour autant la solution d'un bon de commande unique concernant une opération immobilière donnée constitue la solution à privilégier.

L'annulation de la commande d'une unité d'œuvre (qui doit constituer l'exception et non la règle) est faite par ordre de service.

8.3. Contenu des bons de commande

Le bon de commande précise les caractéristiques et les modalités d'exécution en complément des stipulations de l'accord-cadre.

Les bons de commande comportent :

- les nom et adresse du titulaire,
- une date,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro d'EJ du bon de commande,
- le service bénéficiaire du bon de commande, un correspondant et ses coordonnées (téléphone, courriel),
- la désignation des prestations commandées (par référence au BPU),
- les quantités commandées,
- le montant hors taxes des prestations ou fournitures,
- le taux et le montant des taxes appliqués au montant des prestations,
- le montant toutes taxes comprises des prestations ou fournitures,
- la date et/ou le délai ainsi que le lieu d'exécution des interventions,
- l'adresse de facturation,
- la signature de la personne habilitée,
- l'imputation budgétaire,
- le numéro du service exécutant,

et toute autre information jugée nécessaire (notamment les modalités d'accès).

Le présent accord-cadre ne mentionne pas de comptable assignataire ; **il sera indiqué par les services bénéficiaires dans leurs bons de commande.**

De plus, chaque bon de commande concerne une opération de travaux déterminée, caractérisée par :

- a. Un calendrier prévisionnel
- b. Un degré d'avancement initial au stade de la passation du bon de commande (ex : phase programme, phase sélection du maître d'œuvre, phase études, phase travaux, phase achèvement de l'opération).
- c. Les sujétions particulières : les contraintes de phasage d'opération, les contraintes liées aux sites occupés, les conditions de réception des travaux.
- d. Un montant estimé d'opération.

Ces éléments sont annexés au bon de commande initial adressé au titulaire.

Les parties ne pourront pas apporter de modifications aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des bons de commande.

8.4. Notification et durée de validité d'un bon de commande

La notification des bons de commande peut intervenir jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande s'exécutent jusqu'à l'achèvement des prestations dont ils sont l'objet.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande et de son contenu si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Représentation des parties

Le maître d'ouvrage s'engage à désigner un interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification du bon de commande initial d'une opération immobilière donnée.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Les relations directes entre le titulaire et le représentant de la maîtrise d'ouvrage sont privilégiées.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux, des possibilités d'accès, des règlements propres à chaque administration, des règlements particuliers à chaque établissement et d'une manière générale de toutes particularités pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution, la qualité ou le calendrier des prestations à réaliser.

Le représentant du maître de l'ouvrage met en œuvre tous les moyens nécessaires pour permettre au titulaire de réaliser une visite du site préalable à l'exécution de la prestation, le cas échéant. Cette visite est organisée en respectant les règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des personnes.

9.2. Représentation du titulaire

Pour chaque opération, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage, des autres entreprises d'assistance à maîtrise d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entreprises de travaux, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la PFRA en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la PFRA de toute modification d'interlocuteur désigné. Les personnels du titulaire – ou des sous-traitants – qui réalisent les prestations dues au titre du présent accord-cadre sont réputés qualifiés, compétents, formés selon les textes en vigueur, et les prescriptions stipulées dans les cahiers des charges. Ils participent régulièrement à des formations de mise à niveau.

Ils respectent les règlements intérieurs des bénéficiaires, éventuellement annexés au bon de commande.

Ils sont dotés de tenues de travail adéquates à l'exécution des prestations, afin d'assurer leur sécurité. Elle doit permettre de les identifier sur tout site d'un bénéficiaire.

En cas d'insatisfaction dûment justifiée d'un bénéficiaire de l'attitude ou du travail d'un personnel du titulaire, ce service peut exiger du titulaire son remplacement pour les interventions à venir par une personne dotée a minima du même niveau de qualification, sans surcoût.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans les meilleurs délais par une autre personne, pour la prestation à assurer.

Il en avise, au plus tôt, le(s) correspondant(s) de l'administration mentionné(s) dans le bon de commande.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans le marché.

9.3.Délais

9.3.1 - Délais d'exécution des unités d'œuvre (UO) commandées

La date de début d'exécution et les délais d'exécution des unités d'œuvre commandées sont fixés par l'ordre de service notifié au titulaire après passation du bon de commande.

9.3.2 - Délais d'exécution global de l'opération faisant l'objet d'un bon de commande

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution de l'opération.

Le délai global d'exécution est fixé dans l'ordre de service succédant à l'émission du bon de commande.

9.3.3 - Période de préparation des travaux

Le titulaire tient compte dans le cadre de sa mission d'une période de préparation des travaux d'une durée variable en fonction de la complexité de l'opération. Elle ne pourra être inférieure à un (1) mois et ne pourra excéder trois (3) mois. La durée de la période de préparation est arrêtée par le maître d'œuvre par le titulaire du marché de conception – réalisation ou du MGP.

9.3.4 - Délai global d'exécution des travaux d'une opération

Les délais propres à une opération sont précisés selon les modalités définies à l'article 9.3.2 ci-dessus.

La date de début des travaux est fixée par ordre de service adressé par le conducteur d'opération au maître d'œuvre. Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un nouvel ordre de service au maître d'œuvre.

9.3.5 - Calendrier détaillé d'exécution des travaux

En amont de la désignation du maître d'œuvre, le calendrier général est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution joint au bon de commande.

Le calendrier détaillé établi par le maître d'œuvre distingue, le cas échéant, les différents ouvrages. Il s'appuie sur les éléments précis communiqués par le maître d'œuvre ou par le titulaire du marché d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC). Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire à partir de ces contributions est approuvé par le maître de l'ouvrage.

Au cours du chantier et après consultation du maître d'œuvre et/ou de l'OPC, le titulaire peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution de l'opération.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires des marchés de prestations intellectuelles (par le conducteur d'opération) et des marchés de travaux (par le maître d'œuvre).

En cas de recours, par le maître d'ouvrage, à un marché de conception – réalisation ou un MGP, le calendrier général est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier est validé par le maître d'ouvrage. Au cours du chantier et après validation du maître d'ouvrage et consultation des intervenants à l'opération (ex: OPC), le titulaire peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution. Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires des marchés de prestations intellectuelles (par le conducteur d'opération) et du titulaire du marché.

9.3.6 - Prolongation du délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations de conducteur d'opération étant le cas échéant liés aux délais d'exécution des travaux, les prolongations de délais communément appliquées dans le cadre du CCAG Travaux sont repris ici.

Le maître de l'ouvrage et le conducteur d'opération prennent en considération les aléas climatiques qui peuvent générer un retard dans l'exécution du calendrier d'exécution de l'opération.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, est fixé dans les documents annexes au bon de commande.

En application du troisième paragraphe de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes climatiques naturels (neige, gel, vent, pluie, canicule), les délais d'exécution sont prolongés.

La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

La prolongation des délais d'exécution est subordonnée à une durée limite de 10 jours ouvrables annuels.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage, à un marché de conception – réalisation ou un MGP, les éventuelles prolongations de délais de la mission de conducteur d'opération seront fonction des prolongations envisagées dans les marchés globaux, sans pouvoir excéder 10 jours ouvrables annuels.

9.4. Clauses environnementales

Le titulaire impose dans la rédaction des contrats dont il a directement la charge (AMO, Maîtrise d'œuvre, marché de conception – réalisation ou MGP) ou indirectement (entreprises de travaux) la mise en œuvre de méthodes de réalisation des prestations répondant à des objectifs de développement durable :

- prise en compte de la diminution des rejets de CO2,
- recyclage des consommables,
- formation des salariés aux exigences environnementales.

Il doit s'assurer que les actions suivantes sont prises en compte par les titulaires des marchés de prestations intellectuelles, le maître d'œuvre et les entreprises de travaux :

- le recours à des énergies renouvelables ;
- l'utilisation de matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés (ex : isolation en béton de chanvre, enduit en terre crue, bardage en bois, ...);
- le recours à des matériaux issus du recyclage ou du réemploi (ex : isolation en ouate de cellulose, isolation avec du textile recyclé, ...);
- l'action en faveur de la préservation et de reconquête de la biodiversité (ex : diagnostic écologique avant travaux, mise en place de gîtes à espèces, mise en place d'une toiture végétalisée,...);
- l'amélioration passive du confort d'été (ex : protection des ouvertures, végétalisation, ...);
- la gestion et traçabilité des déchets au cours de l'opération.

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire s'assure de la traçabilité des déchets par le maître d'œuvre. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques des marchés de travaux.

En cas de manquement des entreprises de travaux à leurs obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à leurs frais.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage, à un marché de conception – réalisation ou un MGP, le titulaire s'assure de la traçabilité des déchets par le titulaire. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques des marchés globaux.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à leurs frais.

9.5. Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et des titulaires des marchés de travaux ou du titulaire du marché de conception – réalisation ou du MGP, pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié par le maître d'œuvre aux entreprises concernées. En l'absence de maître d'œuvre, il revient au conducteur d'opération, la notification de ce constat contradictoire, après validation du maître de l'ouvrage.

Le titulaire et/ou le maître d'œuvre ne peuvent se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant:

- des mesures de sécurité lui incombant,
- de l'exploitation du domaine public et des services publics,
- de l'exécution simultanée d'autres travaux dès lors que ces derniers avaient été mentionnés dans les pièces annexe au bon de commande initial.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payants.

9.6.Obligation de confidentialité

Conformément à l'engagement pris dans son dossier de candidature, le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents (ex : plans, notices, cahiers des charges...) et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre), sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du bénéficiaire, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire doit également prendre connaissance des annexes 2 et 3 du présent document pour l'accès aux sites sensibles.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants, mais aussi à l'ensemble des entreprises concourant à l'opération par des consignes claires.

Le bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché spécifique aux torts du titulaire.

Lorsque le personnel du titulaire intervient sur des sites détenant des informations ou supports protégés, le titulaire s'engage, en outre à respecter les obligations suivantes : dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables.

En particulier, l'attention du titulaire est appelée sur les points suivants susceptibles d'entraîner des poursuites pénales :

- sur les articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
- sur le fait que le titulaire, ses employés et sous-traitants, les entreprises de prestations intellectuelles, le maître d'œuvre et les entreprises de travaux n'ont pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte ou pour le compte de l'opération pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :
 - avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.
 - qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

En outre, le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre au bénéficiaire la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du bénéficiaire ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, est considéré comme une faute pouvant entraîner l'annulation du bon de commande pour faute du titulaire. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

9.7.Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur ou au représentant du maître de l'ouvrage (suivant le cas) tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.8.Implantation des ouvrages

9.8.1 - Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître de l'ouvrage a confié au titulaire la réalisation de la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage-piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informe avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du Code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître de l'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

9.8.2 - Réalisation de travaux à proximité de réseaux

La localisation des réseaux relevant de la classe B, le titulaire est tenu de faire exécuter par le maître d'œuvre les opérations préalables de repérage des réseaux existants suivant l'une ou l'autre des deux options suivantes, en fonction du contexte de l'opération :

- réaliser les opérations de localisation des réseaux (OLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux. Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur. Les OLR sont réalisées contre rémunération.
- utiliser les techniques dites « douces » mentionnées au guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux.

9.8.3 - Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire s'assure que le maître d'œuvre le groupement, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP, prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître de l'ouvrage et se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Le maître d'ouvrage peut ajourner les travaux et indemnise le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

9.8.4 - Piquetage général

L'opération ne comprend pas de piquetage.

9.9. Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

9.9.1 - Provenance des matériaux et produits

Sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire donne des orientations au maître d'œuvre ou le groupement, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP, pour fixer la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire exige du maître d'œuvre ou le groupement, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP, qu'il s'assure, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par les titulaires des marchés de travaux et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement. En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, toute demande formulée par le groupement et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au conducteur d'opération avec tous les documents justificatifs, au minimum un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai d'un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début

d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

9.9.2 - Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits

Le titulaire demande au maître d'œuvre de définir les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières des titulaires des marchés de travaux, ou de leurs sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP des marchés de travaux (élaboré par le maître d'œuvre) précise les essais et vérifications dont les entreprises de travaux sont chargées au titre de l'auto-contrôle.

Le titulaire peut demander au maître d'œuvre, après accord du maître de l'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par les marchés de travaux.

Ces essais et vérifications effectués par un tiers sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG TVX, si les essais que le titulaire, le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage ordonne à un tiers aux titulaires (du ou des marchés de travaux concerné-s) révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à sa (leur) charge.

9.10. Appareils de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations. Il peut déléguer cette prestation au maître d'œuvre.

Le titulaire veille à ce que ces appareils soient maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et font l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

9.11. Préparation – Coordination et exécution des travaux

9.11.1 - Période de préparation – programme d'exécution des travaux

➤ Période de préparation

Le maître d'œuvre a préalablement notifié les marchés de travaux.

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le titulaire :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;

- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en vue de sa transmission au maître de l'ouvrage ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au maître d'œuvre ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux, en particulier au regard de leur qualité, de leur durabilité et de leurs caractéristiques environnementales ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

Par les entreprises de travaux :

- la remise des documents administratifs prévus au titre de l'opération ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- le cas échéant, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- le cas échéant, les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre. Le titulaire formule ses observations éventuelles au maître d'œuvre avant tout début du chantier.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP :

Par le titulaire :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en vue de sa transmission au maître de l'ouvrage ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;
- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire du marché global ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;

- la validation des fournitures et des matériaux, en particulier au regard de leur qualité, de leur durabilité et de leurs caractéristiques environnementales ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

Par le titulaire du marché global :

- la remise des documents administratifs prévus au titre de l'opération ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du conducteur d'opération du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits ;
- l'établissement et présentation au visa du conducteur d'opération des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux
- l'établissement et présentation au visa du conducteur d'opération de l'OPC, s'il y a du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- le cas échéant, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- le cas échéant, les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du conducteur d'opération. Le titulaire formule ses observations éventuelles au groupement avant tout début du chantier.

➤ **Organisation – Hygiène et sécurité du chantier**

Les dispositions suivantes peuvent, le cas échéant, être complétées avec les exigences relatives à l'ouverture du chantier considéré.

Un Procès-Verbal d'Ouverture de Chantier (PVOC) est établi pendant la période de préparation du chantier par le maître d'œuvre. Ce PVOC sera mentionné dans le compte-rendu de chantier ainsi que dans le Registre Journal tenu par le coordonnateur SPS s'il y en a un.

Il est nécessairement antérieur au début des travaux et est établi avec la présence obligatoire :

- du maître de l'ouvrage et du titulaire
- du Coordonnateur de Sécurité et de Santé (phase réalisation),
- de la maîtrise d'œuvre
- des entreprises de travaux

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP :

- du maître de l'ouvrage et du titulaire
- du Coordonnateur de Sécurité et de Santé (phase réalisation),
- du groupement d'entreprises.

Et, le cas échéant :

- de l'OPC
- du Contrôleur Technique
- etc.

Ce PVOC fait office d'état des lieux contradictoire au sens de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le titulaire s'engage à faire respecter par le coordonnateur SPS les principes généraux de prévention définis par les articles L.235-1 et suivants du code du travail

Les entreprises de travaux sont chargées :

- de désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- d'informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;

- de donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage, il en informe également et de façon concomitante, le maître d'œuvre ;
- de viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- d'accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS ;
- de demander à leurs sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n°95-543 du 4 mai 1995.

Le cas échéant, les entreprises sont tenues de participer aux réunions du collège inter-entreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (CISSCT) qui sera constitué, au plus tard, 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, le titulaire fournit le nom de ses deux représentants pour la participation audit CISSCT.

9.11.2 - Exécution des travaux

➤ **Tâches essentielles**

En cas de groupement d'opérateurs économiques (titulaire du présent accord-cadre), le co-traitant peut exécuter une ou plusieurs des tâches essentielles suivantes (mais non la totalité de ces tâches) :

- Missions habituelles relevant de la conduite d'opérations (assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux différents stades d'une opération immobilière, du programme au parfait achèvement des travaux),
- Passation de marchés publics de prestations intellectuelles (AMO et maître d'œuvre),
- Suivi d'exécution de ces marchés publics,
- Constatation du service fait, analyse des pièces produites par les entreprises (ex : devis, projet de décompte, facture...) et intervention, le cas échéant, sur des pièces de liquidation de la dépense (état d'acompte...) dont l'établissement relève de la mission du maître d'œuvre,
- Suivi de la performance environnementale et énergétique de l'opération.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître de l'ouvrage.

➤ **Réunions de chantier**

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le conducteur d'opération. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

➤ **Registre de chantier**

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, le registre de chantier est établi par le groupement, titulaire du marché, le conducteur d'opération s'assure de sa bonne tenue.

9.11.3 - Travaux non prévus

➤ **Travaux modificatifs**

Les travaux modificatifs sont réglés aux titulaires des marchés de travaux conformément à l'article 14 du CCAG-Travaux. On distingue les modifications fonctionnelles exigées par le maître de l'ouvrage et les aléas techniques qui résultent d'un événement d'un caractère imprévisible. Ces travaux modificatifs se retrouvent dans les projets de décompte et état d'acompte examinés par le conducteur d'opération et le maître d'œuvre.

En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, le conducteur d'opération examine les demandes de travaux complémentaires sollicitées par le groupement et soumet pour validation au maître de l'ouvrage.

➤ **Dépassement du montant initial des travaux**

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur (maître de l'ouvrage) ou à la conclusion d'un avenant, sachant que la décision de poursuivre ou la conclusion d'un avenant sont préparées par le conducteur d'opération.

En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur (maître de l'ouvrage) ou à la conclusion d'un avenant, sachant que la décision de poursuivre ou la conclusion d'un avenant sont préparées par le conducteur d'opération.

9.11.4 - Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails

A réception du bon de commande correspondant, l'élément de mission EXE est confié par le titulaire, agissant pour le compte du maître d'ouvrage, au maître d'œuvre. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Les titulaires des marchés de travaux fournissent au maître d'œuvre les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation;
- aux ouvrages provisoires;
- aux moyens de chantier.

En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, l'élément de mission EXE est confié par le titulaire, agissant pour le compte du maître d'ouvrage, au groupement d'entreprises, titulaire du marché global. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du conducteur d'opération.

Le titulaire du marché global fournit au conducteur d'opération les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation;
- aux ouvrages provisoires;
- aux moyens de chantier.

9.11.5 - Equipements, matériaux et produits

➤ Fournis par le maître de l'ouvrage

Dans le cas où des équipements, matériaux et produits sont fournis par le maître d'ouvrage, alors mention en est faite dans les documents annexés au bon de commande.

➤ Fournis par les entreprises titulaires des marchés de travaux

Le titulaire s'assure que les choix du maître d'œuvre concernant les équipements, matériaux et produits proposés par les entreprises des marchés de travaux sont conformes aux exigences (qualité, durabilité, critères environnementaux et énergétiques des produits) du maître de l'ouvrage avant leur mise en œuvre.

Des échantillons sont entreposés dans le local fixé par le maître d'œuvre et, le cas échéant, sont présentés dans le cadre du bureau local témoin. Lorsque les pièces contractuelles des marchés de travaux prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu...), les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, le titulaire s'assure que les choix du groupement, titulaire du marché global, concernant les équipements, matériaux et produits proposés sont conformes aux exigences (qualité, durabilité, critères environnementaux et énergétiques des produits) du maître de l'ouvrage avant leur mise en œuvre.

Des échantillons sont entreposés dans le local fixé par le conducteur d'opération et, le cas échéant, sont présentés dans le cadre du bureau local témoin. Lorsque les pièces contractuelles du marché global prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu...), les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

9.11.6 - Prototypes et propriété intellectuelle

Les livrables rédigés par le titulaire dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées demeurent la propriété de l'Etat (option B du CCAG/PI).

9.12. Réception des prestations (Unités d'œuvres) réalisées par le titulaire

La **réception** est la décision, prise après vérifications, par laquelle le maître de l'ouvrage reconnaît la conformité des prestations du titulaire aux stipulations de l'accord-cadre. La décision de réception vaut attestation de service fait. Elle est notifiée par ordre de service au titulaire ou toute autre forme écrite (ex : PV de réception), après validation des livrables par le maître de l'ouvrage.

Elle permet ainsi l'ordonnancement de la dépense et le règlement des prestations au titulaire. Pour chaque unité d'œuvre (UO) de l'accord-cadre, le CCTP énonce les livrables attendus permettant de prononcer le service fait.

La réception des prestations se fait conformément aux articles 26 et 27 du CCAG PI.

9.13. Contrôle et réception des travaux

9.13.1 - Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques des marchés de travaux, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) de travaux et le maître d'œuvre ou son représentant.

En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché global, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché global et le conducteur d'opération ou son représentant.

9.13.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le conducteur d'opérations s'assure que les stipulations ci-dessous relatives aux marchés de travaux ou au marché global, soient mises en œuvre par les entreprises, sous la supervision du maître d'œuvre ou sous sa supervision, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP. Au terme des travaux le titulaire du (des) marché(s) de travaux, globaux doit(vent) :

- procéder à l'évacuation de ses (leurs) déblais ;
 - nettoyer les installations ;
 - réparer et remettre en état les installations détériorées ;
- Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

9.13.3 - Réception des travaux

Les conditions relatives au phasage des travaux (cas notamment des emprises occupées), à la réception et à la prise de possession (le cas échéant anticipée des locaux) sont définies en annexe au bon de commande.

La réception des travaux se fait conformément à l'article 41 du CCAG – Travaux.

Des réceptions partielles de travaux peuvent être prononcées pour des parties d'ouvrage et/ou des tranches de travaux concernées, conformément à l'article 42 du CCAG Travaux. Ces éléments sont précisés dans le cadre des ordres de service notifiés au titulaire.

En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, il revient au conducteur d'opération, après validation du maître d'ouvrage, de prévoir les conditions de réception dans les pièces du marché global et d'envisager, ou non, des réceptions partielles de travaux pour des parties d'ouvrage et/ou des tranches de travaux concernées dans les pièces contractuelles du marché.

9.13.4 - Documents remis après exécution par les entreprises de travaux

Les documents remis par les entreprises de travaux au maître d'œuvre, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux et peuvent être précisés soit dans les pièces annexes au bon de commande.

Les documents devront être remis par les entreprises au titulaire dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents sont présentés en trois **(3)** exemplaires et reproductibles, dont un dématérialisé. Le conducteur d'opération confie le soin au maître d'œuvre de rassembler ces éléments.

Le titulaire est chargé, au titre de l'UO COP 7 (cf CCTP), lors de la phase de remise des ouvrages aux utilisateurs, de communiquer ces dossiers au représentant du maître de l'ouvrage.

En cas de recours par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, les documents à fournir après exécution par le groupement figurent dans le CCTP. Des compléments peuvent être apportés dans les pièces contractuelles du marché subséquent.

Ces documents sont présentés en trois **(3)** exemplaires et reproductibles, dont un dématérialisé. Le conducteur d'opération se charge de récupérer les documents.

9.14. Clause de réexamen

Dans les cas limitativement énumérés ci-dessous, des modifications nécessaires à la bonne exécution

des prestations pourront intervenir :

- Pour des prestations supplémentaires sollicitées par le maître d'ouvrage et devenues nécessaires ;
- Pour des modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

Si ces modifications n'ont pas d'incidence financière mais entraînent un décalage de calendrier, le maître d'ouvrage prononcera, par voie d'ordre de service, une décision de poursuivre la mission. Si ces modifications ont une incidence financière, sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire propose un devis détaillé des prestations complémentaires. Les prix pourront être forfaitaires, unitaires ou mixte. Sauf justifications contraires, ils sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre, conformément à l'annexe financière « décomposition des prix », aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix. A compter de la réception (par courriel ou courrier) du devis détaillé des prestations, le maître d'ouvrage a cinq (5) ouvrables jours pour accepter la proposition. A défaut d'accord amiable entre les parties, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de commander les prestations à un tiers.

10. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être appliquées sur les acomptes.

Cet article et les suivants dérogent à l'article à l'article 14.1.1 du CCAG/PI.

10.1. Pénalités pour absence de participation ou retard à une réunion de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **500 €**, sous réserve de dispositions plus contraignantes figurant dans les stipulations des bon de commande.

10.2. Pénalités liées à la remise des documents

En cas de retard constaté par le maître de l'ouvrage dans la remise de documents dans le cadre de l'exercice de sa mission et notamment :

- la remise de calendrier prévisionnel à jour,
 - le tableau de suivi financier de l'opération,
 - le tableau de suivi des garanties de parfait achèvement,
- le titulaire encourt une pénalité de **100 €** par jour calendaire de retard.

10.3. Défaut de restitution des cartes d'accès

Pour les bénéficiaires qui prévoient la nécessité d'une carte d'accès à leur site, le défaut de restitution de carte d'accès par le titulaire dans le délai prévu ou, à défaut, en fin de marché, le soumet à une pénalité forfaitaire de sept cent soixante euros (100 €) par carte non remise.

10.4. Pénalités pour retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance valide au maître de l'ouvrage sur demande écrite de celui-ci, il sera appliqué une **pénalité de 100 €/jour** jusqu'à la production des pièces.

10.5. Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues liées à un bon de commande est plafonné à 10 % de la valeur des prestations faisant l'objet dudit bon de commande. Si une opération fait l'objet de plusieurs bons de commande, cette règle s'applique à chaque bon de commande.

11. REGIME FINANCIER

11.1. Prix, Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs et révisables.

Les prix (montants forfaitaires valables par tranches financières d'opération) figurent dans document annexé à l'acte d'engagement (annexe financière).

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations incluant tous les frais généraux (réunions de préparation, établissement de chiffrage, facturation, frais de reprographie, de transport, de livraison, ...), impôts et taxes, tout autre frais accessoire nécessaire à la bonne exécution des missions confiées au titulaire, au lieu indiqué par le représentant du maître de l'ouvrage et assurer une marge au titulaire pour risques et bénéfices.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres finales.

Les prix de l'accord-cadre sont révisés à chaque date anniversaire de notification de celui-ci par application de la formule suivante :

$$p_0 = [0.15 + 0.85 \text{ ING/ING}_0]$$

ING est l'index divers de la construction - ING - ingénierie - base 2010 identifiant 001711010, dernière valeur connue de l'index à la date limite de dépôt des offres / ING₀ est la dernière valeur connue de cet index au moment de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Les prix révisés entre en vigueur à la date anniversaire de l'accord-cadre.

En cours d'exécution, les prix des bons de commande sont également révisés à la date de réalisation des prestations selon la même formule avec les modalités suivantes :

ING est l'index divers de la construction - ING - ingénierie - base 2010 identifiant 001711010, dernière valeur connue de l'index au moment de la réalisation des prestations objet du bon de commande / ING₀ est la dernière valeur connue de cet index au moment de la notification du bon de commande.

11.2. Facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après la décision de réception par le service bénéficiaire.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

Le titulaire a droit au versement d'acomptes au titre des prestations déjà exécutées lorsque le délai d'exécution est supérieur à 3 mois (et à un mois pour les PME). Ces acomptes sont versés tous les 3 mois (ou tous les mois pour les PME) dans les conditions décrites au CCAG-PI. Les prestations ne font pas l'objet d'un règlement partiel définitif.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission et le numéro de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro d'EJ du bon de commande ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- la dénomination précise des prestations réalisées et la référence de l'unité (des unités) d'œuvre correspondante(s)
- le détail des prix unitaires et les quantités ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA (taux en vigueur à la date du fait générateur) ;
- la date de livraison effective d'exécution des services ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification) du service en charge du paiement)
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG PI.

11.3. Modalités de transmission des factures

Les factures afférentes aux prestations sont adressées *exclusivement* sous forme **dématérialisée** sur la plate-forme CHORUS-Pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro du service exécutant (SE) figurant sur le bon de commande.

11.4. Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

11.5. Avance

Les modalités de versement de l'avance sont fixées dans les bons de commande passés par les services bénéficiaires conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral SGAR n°2019/354 du 10 juillet 2019 (annexe 1 au présent CCAP) en plus du code de la commande publique (articles R2191-3 et suivants).

11.6. Acomptes et soldes

Si le délai d'exécution des prestations objet d'un bon de commande est supérieur à trois (3) mois, les prestations commandées peuvent faire l'objet d'un ou plusieurs acomptes. Dans le cas contraire, le solde est directement payé déduction faite de l'avance fixée selon les stipulations de l'article 9.5 ci-dessus.

11.7. Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution des bons de commande sont payées conformément aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 et R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) JOURS maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R2192-12 du code susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévu à l'article L2192-13 du code susvisé (40,00 €).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles clauses d'actualisation, révisions (à la baisse), réfections et pénalités.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) JOURS suivant la mise en paiement du principal.

11.8. Monnaie et TVA

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du CGI.

12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1. Forme des notifications du service bénéficiaire au titulaire

La notification des décisions ou informations du service bénéficiaire qui font courir un délai s'effectue par tous moyens permettant d'attester la date de réception par le titulaire.

12.2. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au service bénéficiaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra le fournir accompagné d'une traduction en français à sa charge qui seule fera foi.

Durant la phase d'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le service bénéficiaire, le titulaire et ses sous-traitants éventuels s'effectuera en français.

12.3. Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-03 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG/PI, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition d'avoir obtenu du RPA l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

Afin d'obtenir l'agrément du RPA, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4, téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale du sous-traitant ;
- son adresse postale ;
- le montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct (à partir de 600,00 €HT);
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- ses capacités financières et professionnelles.

En particulier, la déclaration des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant remise par le titulaire à l'acheteur comprend nécessairement :

- les certificats de qualification professionnelle correspondant aux prestations sous-traitées ;
- la liste des niveaux de qualification, d'habilitation et de certification pour chacun des techniciens intervenants.

Le RPA dispose de vingt-et-un (21) JOURS à compter de la remise de la demande d'agrément pour se prononcer sur la demande d'acceptation du sous-traitant. En l'absence de réponse dans ce délai, le sous-traitant est réputé être accepté par le RPA.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

12.4. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG/PI, le titulaire (le cas échéant, le mandataire et les co-traitants) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations au moyen d'une copie du contrat d'assurance et de ses avenants éventuels.

Le titulaire s'engage à produire toute nouvelle attestation dans les délais, à échéance de l'attestation précédente et à la transmettre à la PFRA des Pays de la Loire. L'absence de communication d'attestation valide ouvre droit à l'application des pénalités pour manquement

aux obligations administratives du titulaire et peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre après mise en demeure restée infructueuse.

Ces documents doivent être déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr/>

12.5. Respect des dispositions du code du travail

Le titulaire met à disposition tous les six (6) MOIS jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre les documents mentionnés aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire, en particulier, si le sous-traitant recourt à des salariés détachés, il doit également produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L1262-2-1 du code du travail.

12.6. Clause crise sanitaire

12.6.1 - Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du bon de commande par les parties ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du bon de commande par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article. L'événement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

12.6.2 - Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du signataire du service bénéficiaire et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, le service bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du bon de commande. Toute modification de la durée du bon de commande ne peut résulter que d'un avenant ou d'un bon de commande rectificatif. En cas de suspension du bon de commande à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un bon de commande de substitution avec un autre attributaire de l'accord-cadre ou, en cas d'impossibilité, un marché avec une entreprise tierce à l'accord-cadre pour satisfaire les besoins qui ne peuvent

souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du bon de commande initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du bon de commande ou marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire. Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12.6.3 - Suspension à l'initiative du service bénéficiaire

Si le service bénéficiaire décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le service bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du bon de commande. Toute modification de la durée du bon de commande ne peut résulter que d'un avenant ou d'un bon de commande rectificatif. En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile. Le service bénéficiaire ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations. Pour ce faire, il adresse au service bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG PI relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du bon de commande ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du bon de commande et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

13. RESILIATION

13.1. Résiliation de l'accord-cadre

13.1.1 - Résiliation pour faute du titulaire

Conformément à l'article 32 du CCAG/PI, et pour le titulaire concerné, le RPA se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre dans les cas suivants :

- retards ou manquements répétés aux obligations du présent cahier des charges ;
- inexactitude ou absence des documents et des renseignements obligatoires prévus par les articles L2141-1 et suivants et R2143-6 du code de la commande publique ;
- défaut d'assurance à jour.

Les justificatifs et autres attestations doivent être **obligatoirement** déposés sur le coffre-fort électronique mis à disposition sur le site sécurisé <https://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, sans droit à indemnisation. Le RPA se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

13.1.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée par le RPA pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 33 du CCAG/PI, cette résiliation ne donnera pas lieu à une indemnité.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée aux titulaires de l'accord-cadre. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas de conséquence sur les bons de commande en cours d'exécution à la date de la résiliation. Si l'accord-cadre est résilié, les bons de commande passés antérieurement sur la base de celui-ci doivent continuer à être régulièrement exécutés.

13.2. Résiliation d'un bon de commande

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG_PI, les bons de commande peuvent être résiliés dans les conditions suivantes :

- résiliation pour faute du titulaire (=> sans indemnisation de la part de l'administration) art.32 du CCAG-PI

En cas de survenance d'anomalies, de manquements, de fournitures de produits ne répondant pas aux normes et exigence en la matière, le pouvoir adjudicateur du bon de commande en avisera le titulaire, par tout moyen utile, et le mettra en demeure de remédier dans un délai raisonnable au(x) problème(s) constaté(s). À défaut, le bon de commande sera résilié à ses torts sans droit à indemnisation. Le service bénéficiaire se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

- résiliation pour motif d'intérêt général (=> indemnisation du titulaire) art.33 du CCAG-PI

Le service bénéficiaire peut demander la résiliation du bon de commande pour les raisons suivantes :

- suppression de site ;
- changement d'équipements ou de technologie ;
- tout autre motif d'intérêt général justifié.

Ces motifs peuvent se cumuler.

En ce cas, le service bénéficiaire adresse un courrier recommandé au titulaire dès que possible, et au plus tard 3 (trois) MOIS avant la date d'effet de sa décision. Le titulaire est indemnisé à hauteur de 5 % de la part non exécutée du bon de commande.

13.3. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-PI, sous réserve que le service bénéficiaire ait mis en demeure le titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de dix (10) JOURS calendaires à compter de sa réception.

À défaut de réponse ou d'une réponse satisfaisante de la part du titulaire, le service bénéficiaire se réserve la possibilité de faire exécuter tout ou partie de la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire.

14. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent accord-cadre comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

14.1. Précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est l'acheteur et les sous-traitants sont les titulaires de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

14.2. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent accord-cadre au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre et en cas de besoin avéré, la PFRA pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec les services bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

14.3. Sous-traitance des activités de traitement (art. 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

15.1. Règlement amiable des litiges

Le représentant du pouvoir adjudicateur, le préfet de la région Pays de la Loire, est signataire de la Charte "[Relations Fournisseur Responsables](#)" portée par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à Nantes (44) et/ou la médiation régionale des entreprises (DIRECCTE).

15.2. Juridiction compétente

En cas de contentieux né de l'exécution de l'accord-cadre, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

6 allée de l'Ile Gloriette
BP24111 44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : +33 2 40 99 46 00
Télécopie : +33 2 40 99 46 58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

16. DEROGATIONS AU CCAG/PI

Objet de la dérogation	Article du présent CCAP	Article du CCAG/PI auquel il est dérogé
Priorité des pièces contractuelles	Art. 7	Art. 4.1
Pénalités	Art. 10 et suivants	Art. 14.1.1
Résiliation pour motif d'intérêt général (non indemnisation)	Art. 12.1.2	Art. 33